

# Prix à la consommation

L'inflation d'ensemble augmenterait progressivement de 0,7 % en novembre 2013 à 1,1 % en juin 2014, sous l'effet de plusieurs facteurs ponctuels. Le redressement des prix des télécommunications y contribuerait notamment pour +0,1 point, et les hausses des taux de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (nettes de l'effet du CICE) pour +0,2 point. Par ailleurs, le glissement annuel des prix de l'énergie augmenterait par effet de base<sup>1</sup>, et contribuerait pour +0,2 point.

## Hausse de l'inflation d'ensemble

À l'horizon de la prévision, l'inflation d'ensemble augmenterait de 0,7 % fin novembre 2013 à 1,1 % fin juin 2014 (cf graphique 1). L'inflation « sous-jacente »<sup>2</sup> augmenterait légèrement à +0,8 % en glissement annuel. Cette divergence provient pour l'essentiel de la hausse des taux de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2014 : elle contribuerait (nette de l'effet du CICE) pour +0,2 point à l'augmentation de l'inflation d'ensemble, et pour -0,4 point à l'inflation sous-jacente qui est calculée par l'Insee hors taxes (cf éclairage). Dans une moindre mesure, l'augmentation de 20 centimes du prix du tabac, qui n'est que partiellement due à la hausse de TVA, et l'augmentation de l'inflation énergétique, par effet de base, contribueraient également à la divergence d'évolution entre inflation d'ensemble et inflation « sous-jacente ».

Par ailleurs, l'inflation augmenterait par effet de base, après les baisses exceptionnelles de 2013 des prix des services de communication (+0,1 point sur l'inflation d'ensemble, +0,2 point sur l'inflation « sous-jacente »).

## L'inflation des produits manufacturés faiblement négative

Le glissement annuel des prix des produits manufacturés, à -0,5 % en novembre, augmenterait jusqu'à -0,3 % en juin 2014. Les modifications des taux de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2014 auraient, à l'horizon de la prévision, un impact de +0,2 point sur le glissement annuel des prix des produits manufacturés (cf encadré) et l'instauration du CICE aurait, dans ce secteur, un impact de -0,3 point. Le faible niveau du taux d'utilisation des capacités, l'atonie des prix d'importations, le niveau élevé du taux de chômage, ainsi que les meilleurs gains de productivité, continueraient de limiter les pressions inflationnistes dans le secteur manufacturier. Néanmoins, le glissement annuel des prix de l'habillement-chaussures augmenterait à +1,0 %, après +0,8 % en novembre, sous l'effet du redressement des prix du coton depuis début 2012. Par ailleurs, le glissement annuel des produits de santé, à -3,2 % en novembre serait quasi stable à l'horizon de la prévision, car, comme en 2013, de fortes baisses sont à prévoir comme inscrit dans le projet de loi de finances de la sécurité sociale 2014.

(1) Le prix de l'énergie est supposé stable à l'horizon de la prévision, mais du fait de sa baisse au 1<sup>er</sup> semestre 2013, le glissement annuel fin juin 2014 sera plus élevé que le glissement fin 2013.

(2) cf. « Les mots de la conjoncture »

1 - Prix à la consommation en France



Source : Insee

## L'inflation des services croîtrait

Le glissement annuel des prix des services, à +1,5 % en novembre, augmenterait à +2,1 % en juin 2014. La hausse des prix des services serait entraînée par la hausse du taux de TVA (0,4 point net du CICE) et la stabilisation des prix des services de télécommunications, après les fortes baisses à la suite de l'arrivée en janvier 2012 d'un nouvel opérateur de téléphonie mobile.

## Les prix de l'énergie augmenteraient par effet de base

Après +0,1 % en novembre, le glissement annuel des prix de l'énergie augmenterait pour s'établir à +2,7 % en juin 2014. Sous l'hypothèse d'une stabilisation du prix du baril de Brent à 81,5 € (110 \$) à l'horizon de la prévision, les sorties de glissement des fortes baisses constatées au printemps 2013 contribueraient mécaniquement à

la hausse de l'inflation énergétique. Les changements des taux de TVA de janvier 2014 ne contribueraient quant à eux qu'à +0,2 point à la hausse des prix de l'énergie. Globalement, l'énergie contribuerait pour 0,2 point à la hausse de l'inflation totale d'ici juin 2014 (cf. graphique 2).

## Les prix des produits alimentaires diminuerait en 2014 par effet de base

En l'absence de choc sur la production des produits frais, le glissement annuel des prix dans le secteur de l'alimentation diminuerait à l'horizon de la prévision à -0,8 % (cf. tableau) en raison des fortes hausses des prix des produits frais au premier semestre 2013 et de l'impact très limité des hausses de TVA dans ce secteur.■

## Les prix à la consommation

évolutions en %

Regroupements IPC* (pondérations 2013)	Juin 2013		Novembre 2013		Décembre 2013		Juin 2014		Moyennes annuelles	
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2012	2013
<b>Alimentation (16.6 %)</b>	<b>1.8</b>	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>	<b>0.0</b>	<b>0.4</b>	<b>0.1</b>	<b>-0.8</b>	<b>-0.1</b>	<b>3.0</b>	<b>1.3</b>
dont :										
produits frais (2.1 %)	7.3	0.2	-1.2	0.0	-0.7	0.0	-7.7	-0.2	5.2	4.3
hors produits frais (14.5 %)	1.0	0.1	0.5	0.1	0.5	0.1	0.3	0.0	2.7	0.9
<b>Tabac (2.1 %)</b>	<b>7.0</b>	<b>0.1</b>	<b>3.5</b>	<b>0.1</b>	<b>3.5</b>	<b>0.1</b>	<b>6.4</b>	<b>0.1</b>	<b>6.2</b>	<b>6.8</b>
<b>Produits manufacturés (27.4 %)</b>	<b>-0.4</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.5</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.4</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.7</b>	<b>-0.4</b>
<b>Énergie (8.2 %)</b>	<b>1.7</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>1.2</b>	<b>0.1</b>	<b>2.7</b>	<b>0.2</b>	<b>5.2</b>	<b>0.8</b>
dont :										
produits pétroliers (5.0 %)	-0.9	0.0	-3.4	-0.2	-1.4	-0.1	1.6	0.1	5.8	-2.3
<b>Services (45.8 %)</b>	<b>1.0</b>	<b>0.5</b>	<b>1.5</b>	<b>0.7</b>	<b>1.5</b>	<b>0.7</b>	<b>2.1</b>	<b>1.0</b>	<b>1.6</b>	<b>1.2</b>
dont :										
loyers-eau (7.5 %)	1.7	0.1	1.5	0.1	1.5	0.1	1.7	0.1	2.0	1.8
santé (5.4 %)	1.1	0.1	0.4	0.0	0.3	0.0	0.4	0.0	0.9	0.8
transports-communications (5.2 %)	-5.8	-0.3	0.5	0.0	-0.2	0.0	3.5	0.2	-3.7	-4.2
autres services (27.8 %)	2.1	0.6	1.9	0.5	2.0	0.6	2.4	0.7	2.7	2.1
<b>Ensemble (100 %)</b>	<b>0.9</b>	<b>0.9</b>	<b>0.7</b>	<b>0.7</b>	<b>0.8</b>	<b>0.8</b>	<b>1.1</b>	<b>1.1</b>	<b>2.0</b>	<b>0.9</b>
Ensemble hors énergie (91.8 %)	0.8	0.8	0.7	0.7	0.8	0.7	1.0	0.9	1.6	0.9
Ensemble hors tabac (97.9 %)	0.8	0.8	0.6	0.6	0.7	0.7	1.0	1.0	1.9	0.8
<b>Inflation « sous-jacente » (60.8 %)<sup>1</sup></b>	<b>0.3</b>	<b>0.2</b>	<b>0.8</b>	<b>0.5</b>	<b>0.8</b>	<b>0.5</b>	<b>0.8</b>	<b>0.5</b>	<b>1.3</b>	<b>0.6</b>

■ Préviation

ga : glissement annuel.

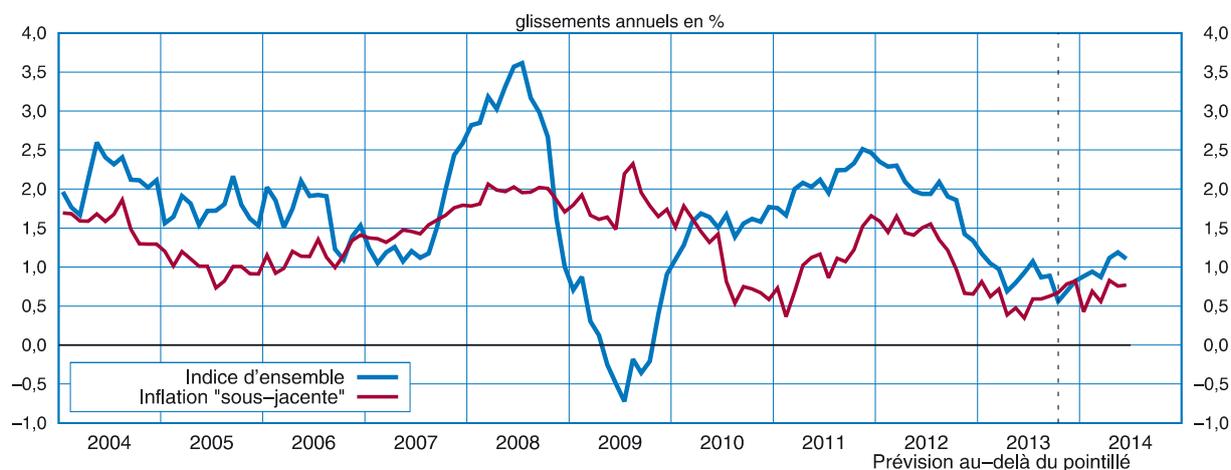
cga : contribution au glissement annuel.

\* Indice des prix à la consommation (IPC).

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

## 2 - L'inflation en France : contributions des postes les plus volatils



### Hausse des taux de TVA et effet du CICE : des impacts opposés sur l'inflation

Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le taux normal de TVA augmentera de 19,6 % à 20 % et le taux intermédiaire de 7 % à 10 %. Le taux réduit (5,5 %), le taux super réduit (2,1 %) et le taux nul ne seraient pas modifiés. Enfin, le taux applicable en Corse croîtra de 8 à 10 %. Les prix des services seront donc les plus affectés : hébergement, cafés et restauration, entretien du logement<sup>1</sup>, services culturels, transports (cf. tableau).

Si la hausse de la TVA était intégralement répercutée, les prix des produits au taux normal de TVA augmenterait de 0,3 % et les prix des produits au taux intermédiaire de 2,8 %, soit une hausse de 0,5 point de l'inflation d'ensemble.

En pratique, d'après les expériences passées de variation des taux de TVA, l'ajustement des prix se fait progressivement, si bien qu'un impact de l'ordre de 0,4 % serait attendu à fin juin 2014 (cf. graphique). Économiquement, ce délai de transmission traduit des comportements de marge de certaines entreprises, qui ne répercutent pas immédiatement

la hausse de la TVA dans les prix à la consommation. À court terme, certaines entreprises baissent alors leurs prix hors taxe, impliquant un effort sur leurs marges, pour ne pas amputer leurs prix TTC. Ces comportements sont pourtant transitoires : en observant des hausses ou des baisses passées de TVA, en France comme à l'étranger, les changements de législation de la fiscalité indirecte se transmettent aux prix à la consommation (TTC) au bout d'un certain délai, suggérant qu'elles n'ont finalement pas d'effet sur le niveau des prix hors taxe.

En outre, comme la hausse du taux de TVA se fera en 2014 concomitamment à la mise en place du CICE, la diffusion serait de fait plus faible que pour les hausses passées de taux de TVA, et l'effet sur l'inflation en glissement annuel à fin juin 2014 ne serait que +0,2 point (cf. tableau).

L'inflation « sous-jacente » est, quant à elle, corrigée des mesures fiscales. L'impact théorique des hausses de TVA contribue négativement à l'inflation « sous-jacente », dès janvier 2014 (pour 0,6 point). Comme les variations de TVA ne se répercutent en pratique que progressivement sur les prix, la hausse au 1<sup>er</sup> janvier 2014 réduira comptablement l'inflation « sous-jacente ». ■

(1) L'essentiel des dépenses d'entretien du logement est toutefois considéré en comptabilité nationale en investissement des ménages.

## Impact sur les indices des prix à la consommation des hausses de TVA du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et de l'instauration du CICE

Secteur	Poids du secteur	Impact des changements des taux de TVA aux prix à la consommation	Impact du CICE sur les glissements annuels des prix à la consommation	Impact total
<b>Alimentation</b>	<b>1658</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
Produits frais	210	0,0	0,0	0,0
Alimentation hors produit frais	1448	0,0	-0,2	-0,1
<b>Tabac</b>	<b>206</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>
<b>Produits manufacturés</b>	<b>2738</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>
Habillement chaussures	458	0,2	-0,3	-0,1
Produits de santé	455	0,2	0,0	0,2
Autres produits manufacturés	1825	0,3	-0,3	-0,1
<b>Énergie</b>	<b>822</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>
Produits pétroliers	495	0,2	0,0	0,2
<b>Services</b>	<b>4576</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,4</b>
Loyer, eau, ordures	748	0,1	0,0	0,1
Services santé	542	0,0	0,0	0,0
Transports et communication	506	1,3	-0,3	1,0
Autres services	2780	0,7	-0,3	0,4
<b>Ensemble</b>	<b>10000</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,2</b>
Ensemble « sous-jacent »	6085	-0,1	-0,3	-0,4

## Impact de la hausse de la TVA sur le glissement annuel de l'inflation d'ensemble entre janvier et juin 2014



Source : Insee

# Salaires

En 2013, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire moyen par tête (SMPT) auront augmenté environ au même rythme qu'en 2012. Malgré une moindre revalorisation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'inflation, proche de 2,0 % en 2012, a soutenu les salaires nominaux. En l'absence de « coup de pouce », la hausse du Smic serait limitée en janvier 2014 (+1,1 %), en raison de la faible inflation observée depuis plus d'un an. Comme le niveau élevé du taux de chômage continuerait de peser sur le pouvoir de négociation des salariés, les salaires nominaux conserveraient un rythme de croissance modéré au premier semestre 2014 (+0,5 % puis +0,4 % par trimestre).

En termes réels, grâce à la baisse de l'inflation, les salaires en euros constants auront accéléré en 2013 : le SMB augmenterait de 1,1 % après +0,3 % en 2012 et le SMPT augmenterait de 1,3 % après avoir stagné en 2012. Début 2014, en revanche, la hausse de l'inflation rognerait les gains de salaires nominaux : le SMPT réel ne progresserait pas au premier semestre.

Dans les administrations publiques, la baisse de l'inflation se serait également traduite en 2013 par une accélération temporaire des salaires en euros constants (+0,7 % après +0,1 % en 2012).

(1) Pour une définition des termes SMB et SMPT, cf. lexique sur le site insee.fr « Les mots de la conjoncture ».

## En 2013, le SMB ralentit tandis que le SMPT accélère légèrement

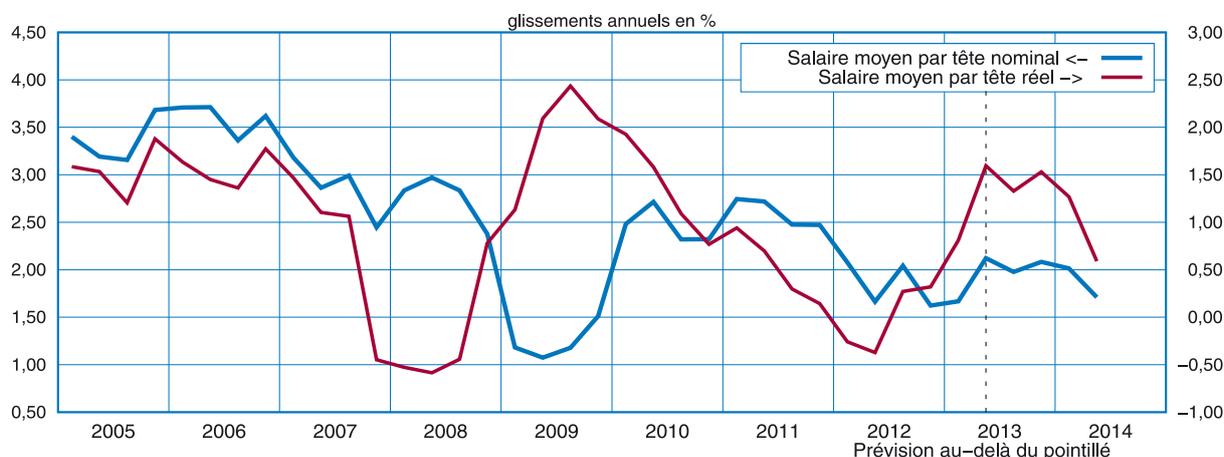
En 2013, le salaire mensuel de base (SMB)<sup>1</sup> nominal serait légèrement moins dynamique qu'en 2012 (+1,7 % après +2,1 %). La hausse du taux de chômage continuerait de peser sur le pouvoir de négociation des salariés et limiterait l'augmentation globale des salaires. En outre, la revalorisation du Smic a été moindre en 2013 (+0,3 % au 1<sup>er</sup> janvier, soit +1,3 % en moyenne annuelle) qu'en 2012 (+0,3 % le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et +2,0 % le 1<sup>er</sup> juillet 2012, après +2,1 % le 1<sup>er</sup> décembre 2011, soit +3,2 % en moyenne annuelle en 2012).

Le salaire moyen par tête nominal (SMPT), qui comprend les primes, l'intéressement et la rémunération des heures supplémentaires, accélérerait légèrement en 2013 (+2,0 % après +1,8 %), principalement sous l'effet du versement ponctuel de primes au deuxième trimestre.

## La forte baisse de l'inflation en 2013 aura occasionné des gains de salaires réels

La forte baisse de l'inflation en 2013 (+0,6 % après +1,9 %) s'est peu transmise aux salaires nominaux probablement parce qu'elle n'avait pas été anticipée (pour mémoire, l'hypothèse d'inflation dans le PLF 2013 était de +1,8 %). Dès lors, le SMB en euros constants accélérerait sur l'année (+1,1 % après +0,3 %). Le SMPT réel accélérerait plus nettement que le SMB (+1,3 % après 0,0 %) car les primes ont été plus dynamiques (cf. graphique).

Évolution du salaire moyen par tête (SMPT), nominal et réel



Champ : Secteur marchand non agricole

Sources : Dares, Insee

### Début 2014, la hausse de l'inflation rognerait intégralement les gains de salaires nominaux

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, la revalorisation du Smic, en l'absence de « coup de pouce » serait modérée (+1,1 %) en raison de la faible inflation observée en 2013. Les négociations salariales commenceraient à intégrer la baisse de l'inflation de 2013 et le marché du travail resterait dégradé ; les salaires augmenteraient donc à un rythme modéré, en termes nominaux et les acquis de croissance pour l'année 2014 à l'issue du deuxième trimestre seraient de +1,3 % pour le SMB et +1,5 % pour le SMPT.

L'inflation, plus soutenue qu'en 2013, rognerait intégralement ces gains de salaires nominaux. Ainsi, en termes réels, le SMB baisserait légèrement tandis que le SMPT stagnerait (*cf. tableau*). Les acquis de croissance pour l'année 2014 à l'issue du deuxième trimestre seraient de +0,4 % pour le SMB et de +0,6 % pour le SMPT.

(2) La garantie individuelle du pouvoir d'achat 2013 est une indemnité qui concerne les fonctionnaires et certains agents de l'État qui ont subi une perte de pouvoir d'achat entre 2008 et 2012.

### Les salaires réels accélèrent temporairement en 2013 dans les administrations publiques

Les salaires nominaux ralentiraient dans la fonction publique en 2013 (+1,3 % après +2,0 % en 2012). En effet, dans la fonction publique, le point d'indice, gelé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, n'a pas été revalorisé en 2013. De plus, l'indice minimum de la Fonction publique n'a été revalorisé que de 0,3 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013, suivant l'évolution du Smic. Les salariés de la fonction publique continueraient toutefois de bénéficier du dispositif de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)<sup>2</sup> qui a été reconduit en 2013 selon les mêmes modalités qu'en 2012. Comme dans le secteur marchand, la forte baisse de l'inflation permettrait une hausse des salaires réels de 0,7 %, après +0,1 % en 2012.

Début 2014, sous l'hypothèse d'un nouveau gel du point d'indice et de la reconduction du dispositif GIPA, le SMPT nominal des administrations publiques ralentirait. L'acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre serait de +0,8 % (-0,1 % en termes réels). ■

### Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels						Moyennes annuelles		
	2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	2,1	1,7	1,3
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	0,6	0,7	0,4	0,4	0,5	0,4	1,8	2,0	1,5
Salaire moyen par tête dans les administrations publiques (APU)							2,0	1,3	0,8
Prix de la consommation des ménages (Comptes nationaux trimestriels)	0,3	-0,1	0,2	0,1	0,5	0,3	1,9	0,6	0,9
SMB réel	0,1	0,5	0,1	0,3	-0,1	0,1	0,3	1,1	0,4
SMPT réel (SMNA)	0,3	0,8	0,2	0,3	0,0	0,1	0,0	1,3	0,6
SMPT réel (APU)							0,1	0,7	-0,1

  Préviation

Source : Insee

# Revenus des ménages

En 2013, le pouvoir d'achat des ménages se redresserait (+0,5 % après -0,9 % en 2012), principalement grâce à la décélération des prix de la consommation (+0,6 % après +1,9 % en 2012). L'augmentation du revenu disponible brut des ménages serait également légèrement plus soutenue (+1,1 % après +0,9 % en 2012) du fait du moindre dynamisme des prélèvements obligatoires (+4,5 % après +7,4 % en 2012) et malgré le ralentissement des revenus d'activité (+1,3 % après +1,8 % en 2012).

À l'horizon de la prévision, le profil semestriel d'évolution du pouvoir d'achat serait heurté, principalement du fait du calendrier de perception des impôts. Il baisserait ainsi au second semestre 2013, puis se redresserait au premier semestre 2014. En effet, début 2014, les revenus d'activité progresseraient sur un rythme stabilisé, mais les impôts, après les hausses fin 2013 générées par la régularisation de l'impôt sur le revenu, se replieraient par contrecoup en tout début d'année.

## Après un ralentissement en 2013, les revenus d'activité progresseraient sur un rythme stabilisé début 2014

Les revenus d'activité ralentiraient en 2013 (+1,3 % après +1,8 % en 2012, cf. [tableau 1](#)). La croissance de la masse salariale reçue par les ménages serait moins forte (+1,5 % après +1,9 % en 2012, cf. [tableau 2](#)), du fait notamment du recul de l'emploi, qui s'accroîtrait dans les branches marchandes non agricoles (-0,7 % après -0,1 % en 2012, cf. [graphique 1](#))<sup>1</sup>.

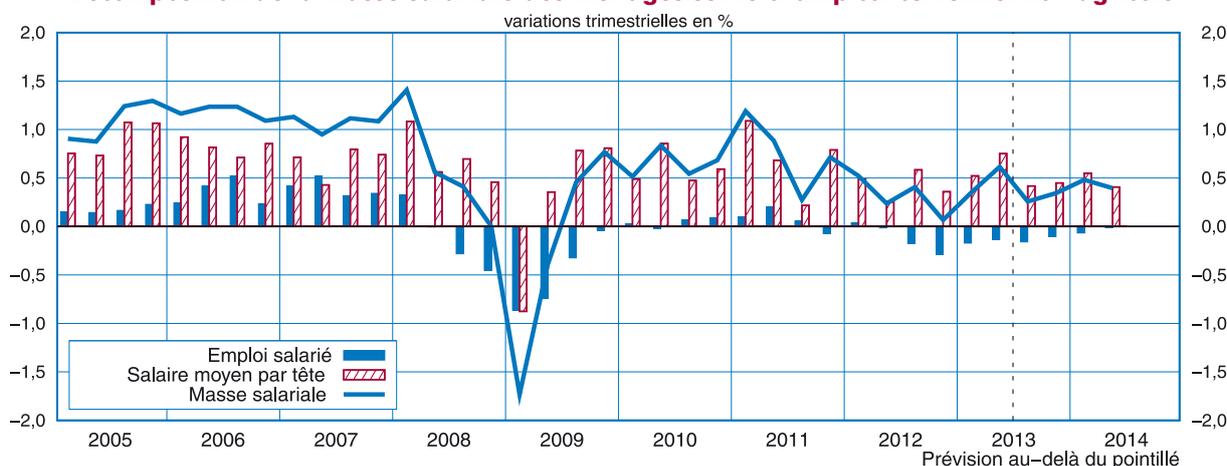
En outre, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels ralentirait sensiblement (-0,2 % après +1,7 % en 2012), du fait d'une dégradation des revenus d'activité dans l'agriculture et la construction. Par ailleurs, les revenus de la propriété ralentiraient nettement en 2013 (-0,2 % après +0,6 % en 2012), principalement sous l'effet d'une baisse des taux d'épargne réglementée. Enfin, l'excédent brut d'exploitation des ménages purs, freiné en 2012 par la baisse des taux d'intérêt, accélérerait (+2,2 % après +1,4 % en 2012)<sup>2</sup>.

Au premier semestre 2014, la croissance des revenus d'activité se stabiliserait (+0,4 % aux deux premiers trimestres 2014 après +0,3 % au quatrième trimestre 2013), à l'image de la masse salariale reçue par les ménages. De même, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels renouerait avec la croissance au quatrième trimestre (+0,2 % après -0,2 %) et continuerait de progresser à ce rythme au premier semestre 2014.

(1) Pour mémoire, le recul de l'emploi en glissement annuel serait *a contrario* deux fois plus faible en 2013 qu'en 2012 (cf. [fiche Emploi](#)).

(2) L'EBE des ménages purs correspond à la production de services de logement, déduction faite des consommations intermédiaires nécessaires à cette production (notamment les services d'intermédiation financière, SIFIM, liés aux emprunts) et des impôts (taxe foncière). La production correspond aux loyers que les particuliers propriétaires du logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient recevoir s'ils mettaient leur bien en location (« loyers imputés »). En 2012, les taux d'intérêt auxquels se financent les banques ont davantage baissé que les taux des crédits immobiliers, les services d'intermédiation financière ont donc renchéri.

## Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



## Les prestations sociales continueraient de ralentir

En 2013, les prestations sociales en espèces seraient moins dynamiques qu'en 2012 (+3,3 % après +4,0 %, cf. tableau 3). En effet, les prestations de sécurité sociale ralentiraient (+3,2 % après +4,2 %). D'une part, les retraites complémentaires versées par l'Agirc-Arrco seraient moins revalorisées, à la suite de l'accord de mars 2013. D'autre part, les prestations familiales progresseraient à nouveau à un rythme habituel, après une année 2012 soutenue par la forte revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire. En revanche, les prestations d'assistance sociale continueraient d'accélérer en 2013 (+5,5 % après +4,2 % en 2012) : malgré le ralentissement de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), elles resteraient soutenues par le dynamisme du revenu de solidarité active (RSA), notamment en raison de sa revalorisation au 1<sup>er</sup> janvier, et de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

Les prestations sociales en espèces ralentiraient de nouveau au premier semestre 2014. En effet, les prestations de sécurité sociale décélèreraient (+0,8 % et +0,9 % aux deux derniers trimestres 2013 puis +0,7 % et +0,0 % aux deux premiers trimestres 2014). Notamment, en 2014, la revalorisation des retraites des régimes de base (à l'exception de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées (ASPA) et des pensions d'invalidité) ne s'effectuerait plus comme les années précédentes au 1<sup>er</sup> avril, mais serait reportée au 1<sup>er</sup> octobre. Par ailleurs, à la suite de l'accord de mars 2013, la revalorisation des pensions de l'Agirc-Arrco serait moindre au 1<sup>er</sup> avril 2014. En outre, les prestations d'assistance sociale ralentiraient légèrement, notamment parce que le dynamisme du revenu de solidarité active (RSA) s'estomperait au premier semestre 2014 en lien avec la moindre dégradation du marché du travail.

Tableau 1

### Revenu disponible brut des ménages

	2012				2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Revenu disponible brut (RDB) (100 %)</b>	0,3	0,4	-0,2	-0,7	1,2	0,4	0,1	0,0	1,1	0,4	0,9	1,1	1,5
dont :													
Revenus d'activité (69 %)	0,6	0,3	0,5	0,1	0,3	0,5	0,2	0,3	0,4	0,4	1,8	1,3	1,2
Masse salariale brute (60 %)	0,6	0,3	0,5	0,2	0,4	0,5	0,3	0,4	0,5	0,4	1,9	1,5	1,3
EBE des entrepreneurs individuels <sup>1</sup> (9 %)	0,5	0,4	0,2	-0,4	-0,4	0,5	-0,2	0,2	0,0	0,3	1,7	-0,2	0,4
Prestations sociales en espèces (33 %)	1,2	1,1	1,0	0,8	0,6	0,8	0,8	0,9	0,7	0,2	4,0	3,3	2,2
EBE des ménages purs (12 %)	0,2	0,3	0,2	0,6	0,6	0,6	0,5	0,7	0,8	0,5	1,4	2,2	2,2
Revenus de la propriété (10 %)	-0,6	-0,3	0,1	0,7	-0,1	-0,4	-0,6	0,1	1,0	1,0	0,6	-0,2	1,5
Prélèvements sociaux et fiscaux (-25 %)	1,6	0,6	3,4	4,7	-2,8	1,0	1,3	2,7	-1,4	0,6	7,4	4,5	1,8
Cotisations des salariés (-8 %)	1,1	0,5	0,9	2,0	0,5	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	3,4	3,3	1,3
Cotisations des non-salariés (-2 %)	4,7	1,5	1,7	2,4	-0,5	0,6	1,7	0,5	0,5	0,5	5,9	4,0	2,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-14 %)	1,5	0,5	5,1	6,6	-5,0	1,3	1,8	4,3	-2,8	0,7	10,2	5,3	2,1
Revenus hors impôts	0,5	0,4	0,5	0,2	0,4	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	2,0	1,6	1,6
<b>Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)</b>	0,8	0,2	0,1	0,2	0,3	-0,1	0,2	0,1	0,5	0,3	1,9	0,6	0,9
<b>Pouvoir d'achat du RDB</b>	-0,4	0,2	-0,3	-0,9	0,9	0,5	-0,1	-0,1	0,6	0,1	-0,9	0,5	0,6
<b>Pouvoir d'achat par unité de consommation</b>	-0,6	0,0	-0,4	-1,0	0,8	0,3	-0,3	-0,3	0,5	-0,2	-1,5	-0,1	0,0

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2012.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

### Les prélèvements obligatoires, toujours dynamiques en 2013, ralentiraient début 2014

Sur l'ensemble de l'année 2013, les prélèvements obligatoires versés par les ménages croîtraient moins qu'en 2012 (+4,5 % après +7,4 %). Les mesures nouvelles seraient d'un montant comparable à celles de 2012, mais la croissance spontanée des prélèvements obligatoires serait plus faible que l'an dernier, du fait du ralentissement des revenus d'activité en 2012. En particulier, les recettes des impôts sur le revenu et le patrimoine ralentiraient sur l'ensemble de l'année (+5,3 % après +10,2 %). Les cotisations salariales augmenteraient en 2013 au même rythme qu'en 2012 (+3,3 % après +3,4 %). Les cotisations des non-salariés continueraient de croître à un rythme soutenu (+4,0 % en 2013 après +5,9 %), notamment du fait du dé plafonnement des cotisations maladie et de la suppression de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels prévus par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013.

Les mesures nouvelles d'impôts sur le revenu et le patrimoine prévues pour 2013 (notamment la non-indexation du barème de l'impôt sur le revenu, la création de la tranche à 45 % et la baisse du plafond du quotient familial) interviennent principalement au second semestre, lors de la réception des avis d'imposition. Le profil des impôts est ainsi heurté, comme chaque année, avec une hausse attendue au troisième trimestre (+1,8 %) puis une accélération au quatrième trimestre (+4,3 %), et par contrecoup une baisse

au premier trimestre 2014 (-2,8 %). Par ailleurs, les cotisations versées par les ménages accélèreraient légèrement au cours du premier semestre 2014. Au total, les prélèvements obligatoires baisseraient au premier trimestre (-1,4 %), puis augmenteraient légèrement au deuxième (+0,6 %).

### Le pouvoir d'achat renouerait avec la croissance en 2013

Le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages accélèrerait légèrement en 2013 (+1,1 % après +0,9 % en 2012). Dans le même temps, les prix à la consommation ralentiraient nettement (+0,6 % contre +1,9 %). Le pouvoir d'achat du RDB accélèrerait donc sensiblement, progressant de 0,5 % en 2013, après -0,9 % en 2012. Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient notamment compte des évolutions démographiques, serait quasi stable en 2013 (-0,1 %) après un recul en 2012 (-1,5 %, cf. encadré).

Début 2014, à la faveur du profil spécifique des impôts, le RDB des ménages se redresserait (+1,1 % au premier trimestre puis +0,4 % au deuxième), alors qu'il serait quasi stable fin 2013 (+0,1 % au troisième trimestre puis 0,0 % au quatrième). Le pouvoir d'achat se redresserait moins fortement (+0,6 % puis 0,1 % début 2014 après -0,1 % aux deux derniers trimestres 2013), en raison de l'accélération attendue des prix. Mi-2014, le pouvoir d'achat serait 0,5 % plus élevé qu'un an auparavant. ■

Tableau 2

### De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	2012				2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	0,5	0,2	0,4	0,1	0,4	0,6	0,3	0,3	0,5	0,4	1,8	1,3	1,3
dont :													
Salaire moyen par tête	0,5	0,3	0,6	0,4	0,5	0,7	0,4	0,4	0,5	0,4	1,9	2,0	1,5
Entreprises financières (5 %)	1,0	0,3	0,3	-0,5	1,2	0,3	0,5	0,5	0,6	0,5	1,2	1,7	1,7
Administrations publiques (22 %)	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	1,4	1,3	0,9
Ménages hors EI (2 %)	-0,2	0,0	1,9	0,3	-0,8	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	1,6	0,9	1,2
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>1,9</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>
dont :													
Secteurs concurrentiels non agricoles	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,6	0,2	0,3	0,5	0,4	1,7	1,3	1,3

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2012

Source : Insee

Tableau 3

## Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

	2012				2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>2,2</b>
Prestations de Sécurité sociale (72 %)	1,2	1,2	1,1	0,9	0,6	0,6	0,8	0,9	0,7	0,0	4,2	3,2	2,0
Prestations de régimes privés (7 %)	1,2	0,0	0,6	0,4	0,2	1,9	0,0	1,0	0,5	0,4	2,2	2,5	2,0
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,0	0,9	0,8	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	3,7	2,8	2,2
Prestations d'assistance sociale (8 %)	1,5	1,6	1,3	1,2	1,4	1,2	1,8	1,2	0,8	0,8	4,2	5,5	3,6
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>3,1</b>	<b>2,4</b>	<b>1,6</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	0,9	0,5	0,7	1,2	0,1	0,7	0,4	0,4	0,5	0,4	3,0	2,4	1,6
dont :													
Cotisations des employeurs <sup>1</sup> (63 %)	0,4	0,4	0,5	0,7	0,0	0,7	0,3	0,5	0,5	0,5	2,5	1,7	1,6
Cotisations des salariés (29 %)	1,1	0,5	0,9	2,0	0,5	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	3,4	3,3	1,3
Cotisations des non-salariés (8 %)	4,7	1,5	1,7	2,4	-0,5	0,6	1,7	0,5	0,5	0,5	5,9	4,0	2,3

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2012

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

### Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macroéconomique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages, qui représente la quantité de biens et services que les ménages peuvent acheter avec leur revenu, est calculé comme le revenu corrigé de l'accroissement du prix de la consommation. Si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, cette grandeur doit être corrigée de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à

diviser le pouvoir d'achat par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus réduite. En 2013, la croissance du nombre d'unités de consommation est estimée à +0,6 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,0 %).

Ainsi, en 2013, le pouvoir d'achat par unité de consommation reculerait de 0,1 % (après -1,5 % en 2012) ; par ménage, sa baisse serait de 0,5 % et par habitant, le pouvoir d'achat serait stable. ■

# Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2013, la consommation des ménages a légèrement ralenti (+0,2 % après +0,4 %). En particulier, les dépenses d'énergie se sont nettement repliées et la consommation de services a ralenti. En revanche, les dépenses en produits alimentaires ont rebondi et celles en biens fabriqués ont été de nouveau dynamiques.

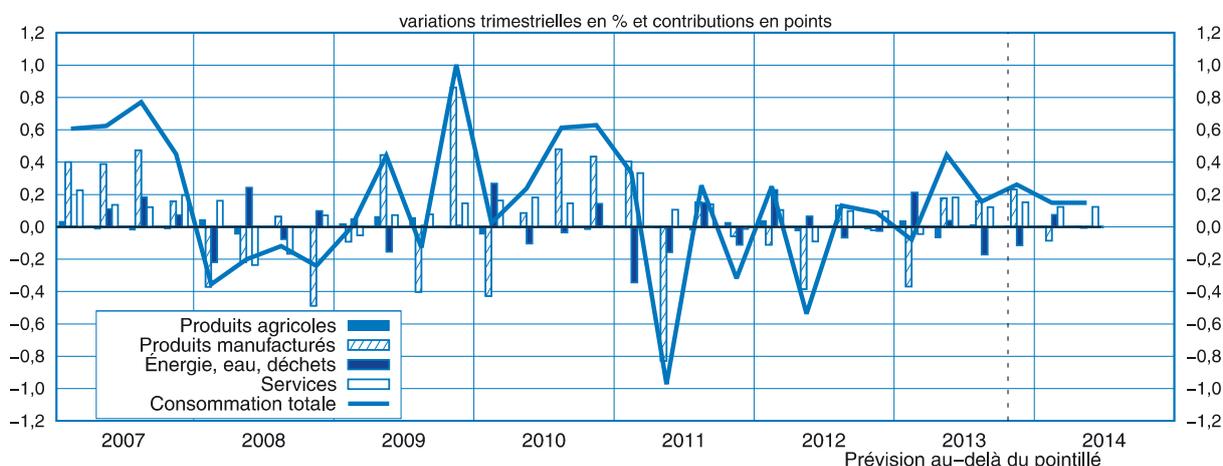
Au quatrième trimestre 2013, en raison notamment de l'anticipation par les ménages du durcissement du malus automobile début 2014 et du déblocage de l'épargne salariale, la consommation de produits fabriqués resterait dynamique. La consommation de biens rebondirait donc. Le profil de la consommation de services d'entretien du logement pourrait être également affecté par les anticipations de hausse de TVA de janvier 2014. Ainsi, la consommation de services augmenterait également, si bien que la consommation totale augmenterait de 0,3 %. Au premier semestre 2014, compte tenu des perspectives sur leur pouvoir d'achat, la consommation des ménages s'infléchirait à nouveau (+0,1 % par trimestre). Les ménages lisseraient les à-coups de leur pouvoir d'achat et le taux d'épargne aurait ainsi un profil heurté (15,7 % au troisième trimestre 2013 puis 15,3 % au quatrième, avant de légèrement rebondir au premier semestre 2014 pour s'établir à 15,6 % mi-2014).

## Au troisième trimestre 2013, les dépenses en énergie se sont nettement repliées

Au troisième trimestre 2013, la consommation des ménages a légèrement ralenti (+0,2 % après +0,4 %, cf. *tableau*), en raison de la chute des dépenses en énergie (-3,0 %, cf. *graphique 1*), traduisant un retour à la normale après deux trimestres dynamiques (+2,0 % puis +2,5 %) en raison de températures inférieures aux normales saisonnières. Les dépenses alimentaires ont retrouvé une croissance plus proche de leur tendance (+0,4 %), après le recul au printemps (-1,1 %) qui s'expliquait notamment par le contrecoup d'un week-end de Pâques plus précoce que d'habitude.

Les dépenses en produits fabriqués sont restées dynamiques. D'une part, les achats d'automobiles ont continué de progresser (+1,1 % après +2,1 %) après une chute en début d'année (-5,5 %), du fait du durcissement du malus au 1<sup>er</sup> janvier 2013. D'autre part, la consommation de textile-habillement-cuir a rebondi (+1,6 %) après deux trimestres consécutifs de baisse. Enfin, la consommation de services a ralenti (+0,2 % après +0,4 %). En particulier, les dépenses d'hébergement-restauration, en hausse au printemps, ont été quasiment stables cet été.

### 1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



### Au quatrième trimestre 2013, la consommation en produits fabriqués resterait dynamique

La consommation totale des ménages augmenterait de nouveau au quatrième trimestre 2013, à un rythme similaire au troisième trimestre (+0,3 % après +0,2 %). Sous l'hypothèse de températures proches des normales saisonnières en décembre, et après un mois d'octobre plus doux que la moyenne, la consommation d'énergie baisserait fortement sur l'ensemble du quatrième trimestre (-2,2 % après -3,0 %). Par ailleurs, la consommation en produits fabriqués resterait dynamique (+1,2 %), soutenue notamment par le déblocage de la participation à l'épargne salariale et par les achats anticipés d'automobiles en amont du durcissement du malus écologique au 1<sup>er</sup> janvier 2014. En revanche, les dépenses en textile-habillement-cuir baisseraient à nouveau suivant la tendance depuis 2006. De même, la consommation alimentaire retrouverait une évolution plus modérée au quatrième trimestre 2013 (+0,2 % après +0,4 %). Enfin, la consommation en services continuerait de progresser au quatrième trimestre 2013 à un rythme proche de celui du troisième trimestre (+0,3 % après +0,2 %), en raison de l'anticipation de la hausse de la TVA dans la construction à compter de janvier 2014, qui dynamiserait la consommation de services d'entretien du logement.

### Au premier semestre 2014, la consommation ralentirait

Via les hausses progressives de prix qu'elles généreraient, les hausses de taux de TVA entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 contribueraient à limiter l'augmentation de la consommation des ménages au premier semestre 2014, qui ralentirait à +0,1 % par trimestre (après +0,3 % au quatrième trimestre 2013).

La consommation en biens serait en outre affectée par le durcissement du malus automobile qui ferait reculer les achats d'automobiles neuves. Au deuxième trimestre 2014, la baisse des dépenses en biens fabriqués se poursuivrait en raison de la baisse des dépenses d'habillement, mais serait limitée du fait du rebond des ventes de téléviseurs lié à la Coupe du monde de football (*cf. éclairage Note de Conjoncture, juin 2010*). Pour les services, les postes les plus affectés par la hausse de la TVA, l'hébergement-restauration, le transport et le petit entretien du logement, s'infléchiraient plus nettement. La consommation totale de services augmenterait ainsi de 0,2 % aux premier et deuxième trimestres 2014, après +0,3 % au quatrième trimestre 2013.

### Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Évolutions trimestrielles en %										Évolutions annuelles en %		
	2012				2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Dépenses totales de consommation des ménages (B+S)</b>	0,2	-0,5	0,1	0,1	-0,1	0,4	0,2	0,3	0,1	0,1	-0,4	0,4	0,6
<b>Services (S)</b>	0,2	-0,2	0,2	0,2	-0,1	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,4	0,6	0,8
<b>Biens (B)</b>	0,4	-0,7	0,1	-0,1	-0,1	0,3	-0,1	0,2	0,0	0,0	-0,5	-0,1	0,2
dont													
<b>Alimentaire (AZ-C1)</b>	1,0	-0,7	0,5	-0,9	1,0	-1,1	0,4	0,2	0,1	0,1	0,2	-0,2	0,3
Produits agricoles (AZ)	1,3	-0,8	0,2	-0,5	1,2	-2,3	0,4	0,2	0,1	0,1	0,9	-0,7	-0,1
Produits agro-alimentaires (C1)	0,9	-0,7	0,5	-1,0	1,0	-0,9	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,3
<b>Énergie (DE-C2)</b>	3,3	1,1	-1,3	0,0	2,0	2,5	-3,0	-2,2	0,8	-0,2	1,5	1,4	-2,0
Énergie, eau, déchets (DE)	6,4	1,7	-1,7	-0,7	5,6	0,9	-4,3	-3,0	2,0	0,0	5,2	2,3	-2,3
Cokéfaction et raffinage (C2)	0,5	0,5	-0,8	0,6	-1,4	4,1	-1,8	-1,4	-0,3	-0,5	-1,8	0,5	-1,6
<b>Produits fabriqués (C3 à C5)</b>	-1,1	-1,3	0,4	0,5	-2,0	0,6	0,8	1,2	-0,4	0,0	-1,9	-0,7	1,0
<b>Produits manufacturés (C1 à C5)</b>	-0,3	-0,9	0,3	0,0	-0,9	0,4	0,4	0,5	-0,2	0,0	-1,2	-0,3	0,5
Investissement des ménages	-0,7	-0,1	-0,4	-1,0	-1,3	-1,7	-0,6	0,0	-0,3	-0,6	-0,4	-3,7	-1,4

Prévision

Source : Insee

## Mi-2014, le taux d'épargne s'établirait 0,3 point en dessous de son niveau mi-2013

Au total, la consommation des ménages augmenterait en 2013 (+0,4 %), légèrement moins que leur pouvoir d'achat (+0,5 %). Le taux d'épargne atteindrait 15,7 % en moyenne sur l'année, après 15,6 % en 2012 (cf. graphique 2). Cette quasi-stabilité masque un profil trimestriel heurté. En effet, les ménages tendent à lisser les à-coups trimestriels de leur pouvoir d'achat en ajustant leur épargne. Compte tenu des baisses attendues du pouvoir d'achat au second semestre 2013, liées aux nouvelles mesures affectant l'impôt 2013 des ménages, le taux d'épargne diminuerait légèrement au troisième trimestre (15,7 % après 15,9 % mi-2013), puis plus fortement au quatrième (15,3 %). Pour les mêmes raisons, le rebond du pouvoir d'achat au premier trimestre 2014 entraînerait celui du taux d'épargne de 0,4 point, avant qu'il ne diminue à nouveau pour s'établir à 15,6 % mi-2014, soit 0,3 point en dessous de son niveau mi-2013. Cette baisse serait imputable à la diminution de l'épargne de précaution des ménages, du fait des perspectives d'activité plus favorables.

## L'investissement des ménages se stabiliserait au quatrième trimestre, avant de baisser à nouveau

L'investissement des ménages a diminué moins fortement au troisième trimestre 2013 (-0,6 %) qu'aux trimestres précédents, et il se stabiliserait au quatrième trimestre 2013. En effet, les mises en chantier ont rebondi en début d'année (cf. graphique 3) et, par ailleurs, certaines dépenses d'entretien du logement seraient anticipées avant la hausse de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

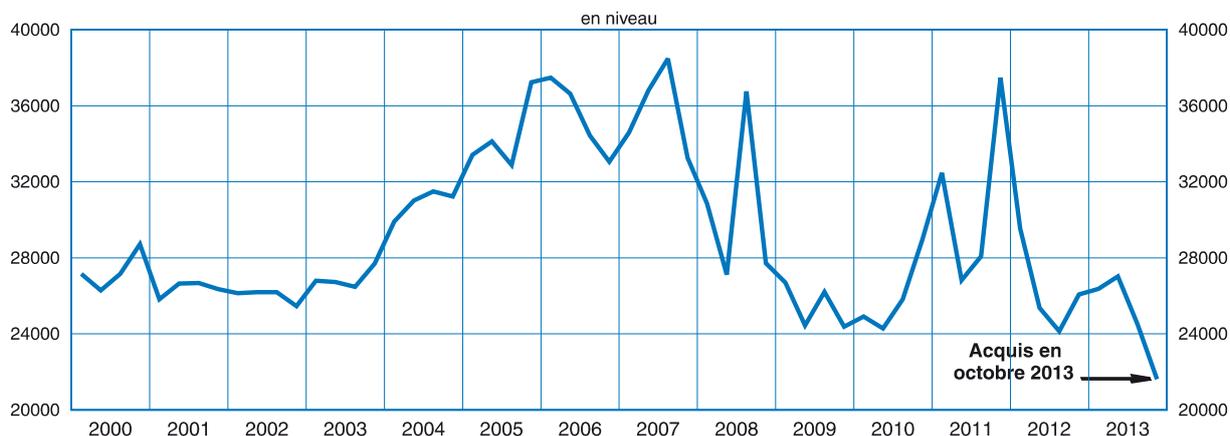
Les mises en chantier ont chuté au troisième trimestre 2013, et les premières données disponibles sur le quatrième trimestre ne laissent pas attendre d'amélioration à court terme. Par conséquent, au premier semestre 2014, l'investissement des ménages reculerait de nouveau (-0,3 % et -0,6 %), pénalisé également, dans une moindre mesure, par la hausse de TVA dans l'entretien du logement. Sur l'ensemble de l'année 2013, l'investissement des ménages baisserait nettement (-3,7 %) après une quasi-stabilité en 2012 (-0,4 %). L'acquis de croissance de l'investissement des ménages s'établirait à -1,4 % mi-2014. ■

### 2 - Taux d'épargne et taux de croissance de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut en points de pourcentage



Source : Insee

### 3 - Mises en chantier de l'ensemble des logements par trimestre en niveau



Source : SOeS

# Résultats des entreprises

En 2013, le taux de marge des sociétés non financières continuerait de se dégrader : il atteindrait son plus bas niveau depuis 1985, soit 28,1 % en moyenne sur l'année après 28,3 % en 2012. En effet, la hausse du salaire par tête en termes réels et l'augmentation des cotisations sociales ne seraient que partiellement compensées par la hausse des gains de productivité et l'amélioration des termes de l'échange.

À la fin du premier semestre 2014, le taux de marge s'établirait à 28,1 % (29,2 % si on le corrige pour intégrer l'impact comptable du CICE).

## Le taux de marge atteindrait son plus bas niveau depuis 1985

En baisse continue depuis mi-2010, le taux de marge des sociétés non financières s'est légèrement redressé au premier semestre 2013 pour atteindre 28,2 % mi-2013 (cf. graphique 1), à la faveur du recul des prix des importations et, partant, d'une contribution plus favorable des termes de l'échange (+0,2 point).

## Le taux de marge ne se dégraderait plus au second semestre 2013

Au troisième trimestre 2013, le taux de marge aurait baissé (-0,3 point) et il se redresserait au quatrième pour atteindre 28,2 % fin 2013. Le profil trimestriel du taux de marge refléterait principalement

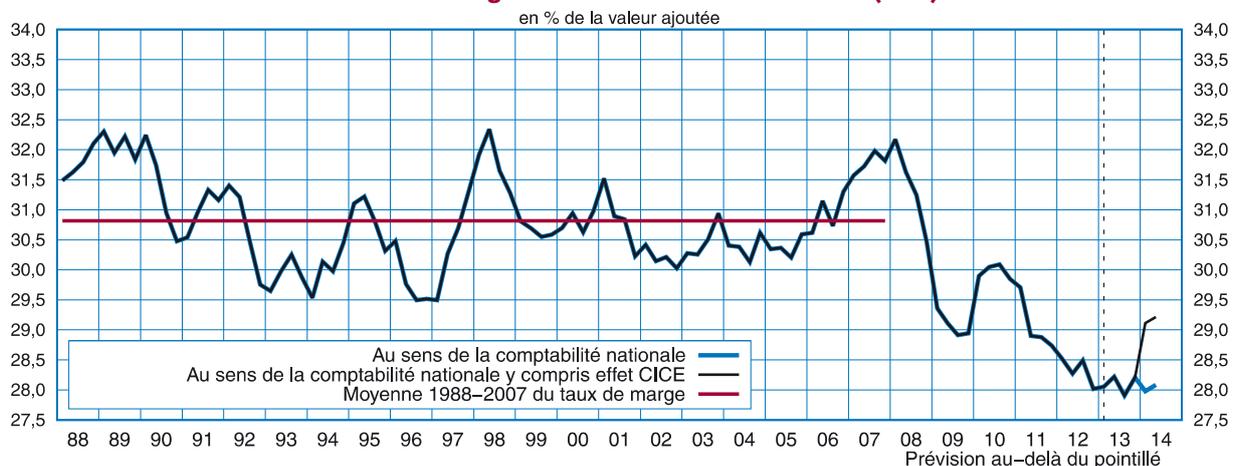
le profil de l'activité des sociétés non financières : les gains de productivité contribueraient pour +0,3 point au quatrième trimestre après -0,2 point au troisième (cf. graphique 2). Sur l'ensemble du semestre, ces effets seraient entièrement compensés par une hausse des salaires par tête réels : contribution de -0,2 point au quatrième trimestre après -0,1 point au troisième.

## Le taux de marge serait affecté en 2014 par le CICE et la hausse de TVA

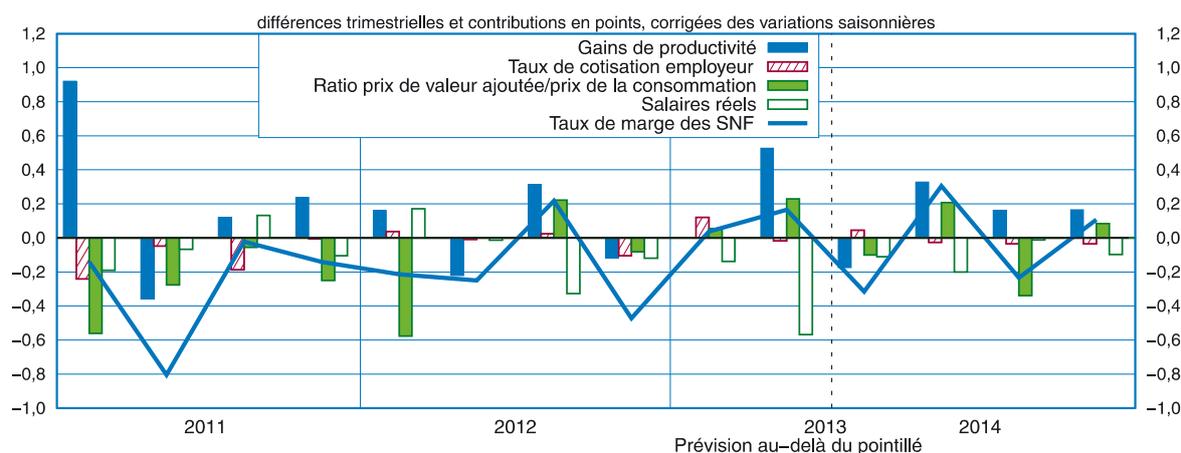
Au premier semestre 2014, la progression des gains de productivité spontanés, alors que les salaires réels stagneraient, contribuerait à redresser le taux de marge. Mais celui-ci serait également affecté par l'instauration du CICE et la hausse de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier. D'une part, le CICE freinerait le redressement des gains de productivité (à hauteur de -0,2 point au premier semestre, cf. éclairage de la fiche emploi). D'autre part, il contribuerait à différer la répercussion dans les prix de la hausse de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier : les entreprises en absorberaient 60% d'ici fin juin, soit une contribution de -0,3 point sur leur taux de marge.

Au total, le taux de marge s'établirait à 28,1 % au deuxième trimestre 2014, après 28,2 % au quatrième trimestre 2013 (cf. tableau). Corrigé pour intégrer l'impact comptable du CICE, le taux de marge s'établirait à 29,2 % au deuxième trimestre 2014, en progression de 1,0 point par rapport à fin 2013. ■

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



## 2 - Contributions à la variation du taux de marge des sociétés non financières (SNF)



## Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2012				2013				2014		2012	2013	2014 ac-quis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Taux de marge (en niveau)<sup>1</sup></b>	28,5	28,3	28,5	28,0	28,1	28,2	27,9	28,2	28,0	28,1	28,3	28,1	28,1
<b>Variation du taux de marge</b>	-0,2	-0,3	0,2	-0,5	0,0	0,2	-0,3	0,3	-0,2	0,1	-0,7	-0,2	0,0
<b>Contributions à la variation du taux de marge</b>													
des gains de productivité	0,2	-0,2	0,3	-0,1	0,0	0,5	-0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,4	0,6
du salaire par tête réel	0,2	0,0	-0,3	-0,1	-0,1	-0,6	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,9	-0,4
du taux de cotisation employeur	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,1
du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation	-0,6	0,0	0,3	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,2	-0,3	0,1	-0,6	0,4	-0,1
d'autres facteurs	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,1
<b>Taux de marge corrigé pour intégrer l'effet CICE (en niveau)</b>	28,5	28,3	28,5	28,0	28,1	28,2	27,9	28,2	29,1	29,2	28,3	28,1	29,2
<b>Variation du taux de marge corrigé pour intégrer l'effet CICE</b>	-0,2	-0,3	0,2	-0,5	0,0	0,2	-0,3	0,3	0,9	0,1	-0,7	-0,2	1,1

Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;

- les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.

- d'autres facteurs : il s'agit notamment des impôts sur la production nets des subventions.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} + \text{autres facteurs} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_{va}} + \text{autres facteurs}$$

Source : Insee

# Investissement des entreprises et stocks

Au troisième trimestre 2013, l'investissement des entreprises a baissé de 0,6 % (après +0,1 % au deuxième trimestre). L'investissement en produits manufacturés a progressé (+0,9 %), après six trimestres consécutifs de baisse. A contrario, les dépenses des entreprises en construction ont à nouveau diminué (-0,5 %) et l'investissement en services a chuté avec une ampleur inhabituelle (-2,8 %). Du fait du contrecoup anticipé sur ce poste, l'investissement des entreprises rebondirait au quatrième trimestre 2013. Cette hausse se poursuivrait au premier semestre 2014 à un rythme plus faible, en lien avec le profil de l'activité.

Au premier semestre 2014, l'investissement des entreprises afficherait un acquis de croissance de +0,7 % fin juin.

Au troisième trimestre 2013, le déstockage s'est fortement atténué (à hauteur de 0,5 point de PIB). Un fort mouvement de stockage dans l'aéronautique en est la principale origine (à hauteur de +0,3 point), et il aurait une contrepartie au quatrième trimestre 2013 : le déstockage s'accroîtrait à nouveau (pour une contribution au PIB de -0,2 point). La contribution des stocks serait nulle au premier semestre 2014.

## Au troisième trimestre 2013, l'investissement des entreprises a baissé à nouveau

L'investissement des entreprises non financières (ENF) a fléchi au troisième trimestre 2013 de 0,6 % (cf. tableau 1), après une stabilisation au deuxième trimestre (+0,1 %). Cette baisse tient principalement à la chute de l'investissement dans les services, d'une ampleur inhabituelle (-2,8 %). La baisse des dépenses en construction, ininterrompue depuis fin 2011 mais qui avait cessé au deuxième trimestre 2013 (0,0 %), a repris au troisième trimestre (-0,5 %). En revanche, l'investissement en produits manufacturés a progressé de 0,9 %, principalement dans les matériels de transport (+2,4 %). Les dépenses en biens d'équipement se sont accrues (+0,6 %). Au total, le taux d'investissement est resté stable à 17,6 % au troisième trimestre 2013 (cf. graphique 1).

## Au quatrième trimestre 2013, l'investissement repartirait

Les enquêtes de conjoncture suggèrent une hausse de l'investissement pour la fin d'année. Les industriels, interrogés en octobre 2013, prévoient une augmentation de leurs investissements au deuxième semestre 2013. Dans les services, les chefs d'entreprises jugent que leurs dépenses d'investissement ont progressé durant les derniers

Tableau 1

### Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2012				2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (41%)	-3,9	-1,1	-1,5	-1,1	-1,1	-0,4	0,9	1,2	0,6	0,6	-3,7	-2,5	2,4
Construction (31%)	-1,4	-0,3	-0,8	-0,8	-0,5	0,0	-0,5	-0,2	-0,4	-0,6	-2,2	-1,9	-1,3
Autres (28%)	1,4	-0,1	-0,2	0,8	-0,7	0,9	-2,8	1,0	0,5	0,5	1,2	-0,7	0,4
<b>Ensemble des ENF (100 %)</b>	<b>-1,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,7</b>

Prévision

Source : Insee

mois. Ils sont en revanche moins optimistes sur leurs investissements futurs. D'ailleurs, les tensions sur l'appareil productif (cf. graphique 2) restent faibles. En octobre, le taux d'utilisation des capacités productives de l'industrie manufacturière s'est établi à 81 %, sensiblement en dessous de la moyenne de longue période de 85 %.

Les conditions de financement devraient s'améliorer à l'horizon de la prévision. Tout d'abord, le taux de marge des sociétés non financières qui avait encore baissé au troisième trimestre 2013 puis se stabiliserait au premier semestre 2014, et la trésorerie des entreprises bénéficierait de l'effet favorable du CICE. Le taux d'emprunt réel, après avoir fortement augmenté en 2013, sous l'effet de l'importante baisse de l'inflation devrait à nouveau diminuer à l'horizon de la prévision. En outre, d'après les données disponibles, les conditions d'octroi bancaires auraient cessé de se durcir (cf. graphique 3).

La hausse de l'investissement des ENF s'accroîtrait au quatrième trimestre 2013 (+0,7 %) avec un rebond de l'investissement dans le secteur des services, par contrecoup de la chute du troisième trimestre. Elle faiblirait au premier semestre 2014 (+0,2 % par trimestre), en lien avec le ralentissement de l'activité. Le taux d'investissement, en légère baisse depuis début 2011, se stabiliserait autour de 17,6 % d'ici mi-2014.

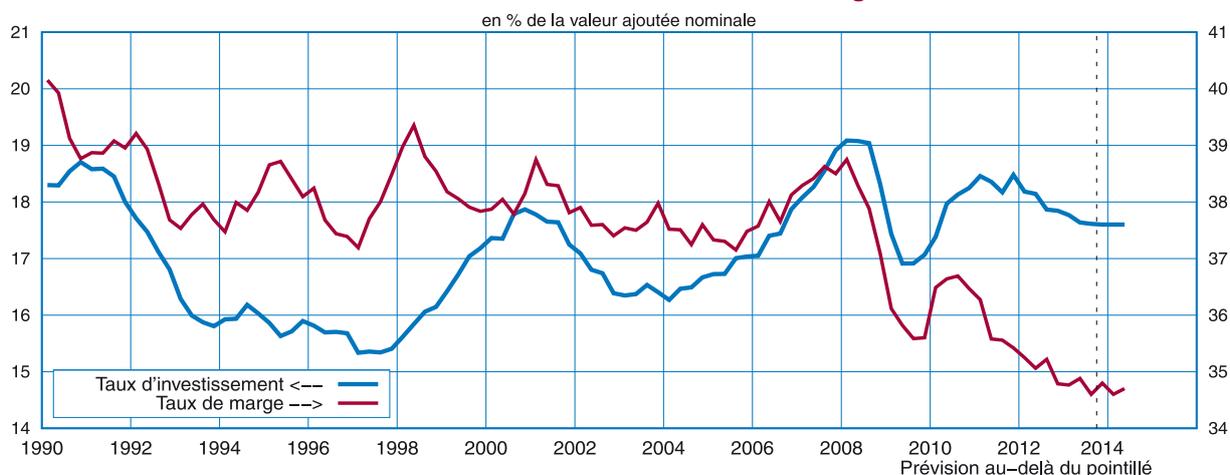
### Les investissements en produits manufacturés continueraient de croître

Après un troisième trimestre en hausse (+0,9 %), l'investissement des ENF en produits manufacturés accélérerait au quatrième trimestre 2013 (+1,2 %), puis ralentirait les trimestres suivants (+0,6 % et +0,6 %). Les données d'immatriculations des véhicules d'entreprises jusqu'en novembre laissent en effet attendre une nette progression des achats d'automobiles au quatrième trimestre. La hausse des dépenses en biens d'équipement, qui représentent près de 40 % des investissements en produits manufacturés, se poursuivrait : en novembre, les grossistes interrogés dans l'enquête de conjoncture signalent que les ventes et les intentions de commande en biens d'équipement progressent.

### Dans la construction, l'investissement se replierait de nouveau

Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs interrogés en novembre anticipent une poursuite de la contraction de leur activité pour les prochains mois. Compte tenu de la chute des permis de construire depuis le deuxième trimestre 2013, les mises en chantier devraient rester sur une tendance décroissante. Ainsi, les dépenses en construction des entreprises reculeraient jusqu'au deuxième trimestre 2014 (-0,2 % au quatrième trimestre 2013, -0,4 % au premier trimestre 2014 et -0,6 % au deuxième trimestre 2014).

### 1 - Taux d'investissement et taux de marge



Sources : Insee, comptes trimestriels

## Les investissements en services rebondiraient au quatrième trimestre 2013

Les autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, scientifiques et techniques, augmenteraient de 1,0 % au quatrième trimestre 2013. Interrogés en novembre, les chefs d'entreprises de ces secteurs prévoient une stabilisation de leur activité, mais la baisse inhabituelle des investissements en services au troisième trimestre 2013 laisse présager une correction en fin d'année, suivie d'une progression plus modérée les trimestres suivants (+0,5 % aux premier et deuxième trimestres 2014).

## La baisse du taux d'investissement s'interromprait

Sur l'année 2013, les dépenses d'investissement des ENF seraient inférieures à celles de 2012 (-1,8 %). Le repli des investissements en produits manufacturés (-2,5 %) serait atténué par une moindre baisse des dépenses en services (-0,7 %) et en construction (-0,8 %). Le taux d'investissement des ENF atteindrait 17,6 % fin 2013 et resterait à ce niveau à l'horizon de la prévision.

## 2 - Taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière (TUC)

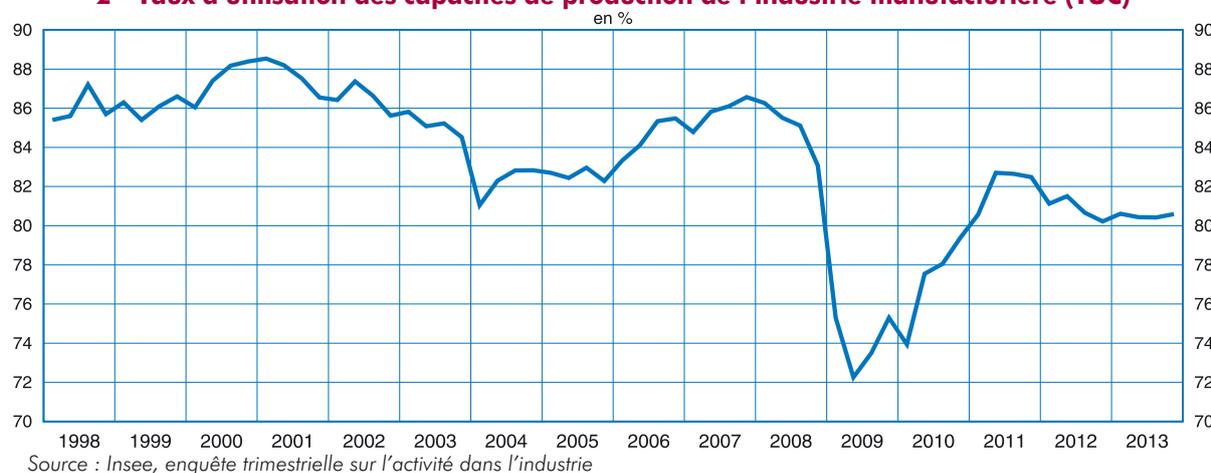


Tableau 2

## Contribution des variations de stocks à la croissance

en point de PIB

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2012				2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Produits agricoles</b>	0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
<b>Produits manufacturés</b>	-0,1	0,1	-0,2	-0,4	0,4	0,1	0,4	-0,2	0,0	0,0	-1,0	0,3	0,1
dont :													
Produits agro-alimentaires	-0,1	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,0						
Cokéfaction et raffinage	-0,1	0,1	0,1	-0,3	0,3	-0,1	0,0						
Biens d'équipement	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0						
Matériel de transport	0,1	0,1	-0,3	-0,1	0,1	0,2	0,3						
Autres branches industrielles	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,1	0,0	0,0						
<b>Énergie, eau, déchets</b>	0,1	-0,2	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1
<b>Autres (construction, services)</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL<sup>1</sup></b>	0,1	-0,1	0,1	-0,4	0,2	0,1	0,5	-0,2	0,0	0,0	-0,8	0,2	0,2

Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

### Le déstockage en produits manufacturés s'est nettement atténué au troisième trimestre 2013

Au troisième trimestre 2013, le déstockage en produits manufacturés s'est nettement atténué, si bien que la contribution des stocks a été de +0,5 point de PIB, après +0,1 point au trimestre précédent (cf. *tableau 2*). Au moindre déstockage de produits manufacturés (+0,4 point) s'ajoute celui en produits de l'énergie, eaux, déchets (+0,1 point) et l'accélération du stockage de produits agricoles (+0,1 point)<sup>1</sup>.

Dans les matériels de transport, les entreprises ont très fortement stocké au troisième trimestre 2013, du fait notamment de la forte baisse des exportations aéronautiques. Les livraisons aéronautiques reculent par rapport au deuxième trimestre et, dans l'enquête de conjoncture dans l'industrie, les industriels du secteur des autres matériels de transports signalent que leurs stocks sont importants.

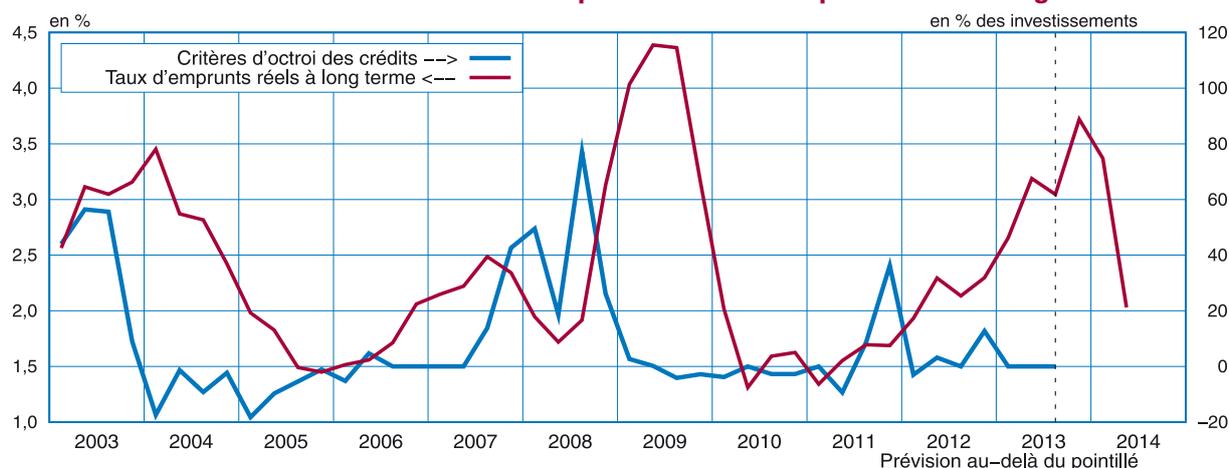
### Au quatrième trimestre 2013, la contribution des stocks serait négative, du fait du déstockage dans l'aéronautique

Au quatrième trimestre 2013, la contribution des stocks à la croissance serait négative (-0,2 point) : en effet les exportations aéronautiques bénéficieraient d'un contrecoup positif après le creux du troisième trimestre, ce qui conduirait à un stockage moins élevé.

Au premier semestre 2014, le rythme de stockage se stabiliserait (contributions à la croissance nulle aux premier et deuxième trimestres). ■

(1) En pratique, comme les carburants stockés sont importés, et non produits, et comme l'estimation dans les comptes trimestriels de la production agricole suit une prévision annuelle, les variations de stocks mesurées dans ces deux secteurs n'ont pas d'effet sur le PIB.

### 3 - Critère d'octroi des crédits aux entreprises<sup>1</sup> et taux d'emprunts réels à long terme<sup>2</sup>



(1) Les critères d'octroi des crédits : solde net des réponses pondérées = durcissement – assouplissement.

(2) Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à 1 an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France